



Avertissement au gouvernement et aux employeurs



Le pouvoir d'achat doit augmenter, d'urgence!

En décembre 2007 la FGTB, la CGSLB et la CSC tiraient déjà la sonnette d'alarme sur le problème du pouvoir d'achat des ménages.

En juin, nous étions 100.000 dans les rues pour réclamer des mesures urgentes.

Depuis, rien n'a bougé ou presque, sauf les prix, qui ont continué à grimper (denrées alimentaires + 7,9 %, électricité + 20%, gaz naturel + 50 %, mazout de chauffage + 59 %).

Journée d'action nationale le 6 octobre

Partout dans le pays, couverte par un préavis de grève générale



Qu'a fait le gouvernement? Pas grand-chose:

- Le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus est toujours trop faible;
- Rien n'est clair sur un budget suffisant pour l'adaptation au bien-être des allocations sociales;
- Peu d'efforts ont été fournis pour faire baisser les prix du gaz et de l'électricité, entre autres via une baisse de la TVA sur le gaz et l'électricité (6% au lieu de 21 %).

Tout cela est bien peu comparé aux cadeaux exorbitants offerts aux entreprises, telle la réduction de l'ISOC via la déduction des intérêts notionnels.

Qu'a fait le patronat? Il a cumulé les provocations:

- Attaques répétées contre l'index;
- Volonté de blocage des salaires;
- Nouvelle vague de restructurations des entreprises;
- Attaques répétées contre les services publics alors qu'ils participent au maintien du pouvoir d'achat en rendant les services accessibles à tous (enseignement, transport, soins de santé, etc);
- Prise en otage des allocataires sociaux en conditionnant la liaison au bien-être des allocations sociales à des réductions d'impôts et de cotisations exagérées pour les entreprises.

**Assez perdu de temps! Assez perdu d'argent!
Pour les travailleurs, c'en est trop!
Il est temps de passer à l'action!**

La CSC, la FGTB et la CGSLB exigent:

Des salaires plus élevés

- > Pas touche à l'index.
- > Des salaires minimums bruts plus élevés et un traitement égal des jeunes travailleurs.
- > Des négociations libres dans les secteurs pour des salaires bruts plus élevés.
- > Une plus grande intervention dans les déplacements domicile-lieu de travail, avec un traitement fiscal plus avantageux.

Le maintien et le renforcement de la solidarité

- > Liaison au bien-être de toutes les allocations.
- > Plus de moyens pour la sécurité sociale.
- > Maintien du caractère fédéral de la sécurité sociale, du droit du travail et des CCT.

Halte à la hausse des prix

- > Des factures énergétiques moins élevées: la TVA sur le gaz et l'électricité doit passer de 21 à 6%, avec une diminution équivalente pour le mazout de chauffage. Ces mesures doivent être financées par le secteur énergétique. Et des interventions supplémentaires doivent être prévues pour les revenus les plus bas.
- > Diminution et contrôle des prix, surtout pour les produits de première nécessité et l'énergie.

Des impôts plus justes

- > Améliorer le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus.
- > Effet immédiat des réductions d'impôt dans le salaire (diminution du précompte professionnel).
- > Des impôts plus justes sur les revenus du capital et de la fortune, (avec des mesures par rapport à la déduction des intérêts notionnels).
- > Pas de discrimination fiscale des chômeurs mariés.

Des services publics de qualité

